

LA CHINE PEUT-ELLE DÉCARBONER LA PLANÈTE ?

Paradoxe: le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde est aussi le leader désormais incontesté des industries vertes

Muyi Yang La Chine bâtit l'ossature de la transition énergétique mondiale

Après deux semaines éprouvantes, le sommet climatique de la COP30 à Belem (Brésil) n'a donné lieu qu'à un ensemble fragile de compromis, éludant une fois de plus la question cruciale de la rapidité avec laquelle le monde doit abandonner les combustibles fossiles. Pourtant, en dehors des salles de négociations, le système énergétique mondial est déjà en pleine mutation – porté par des technologies propres plus abordables qui se déploient rapidement. Et, sur ce front, aucun pays n'est plus déterminant que la Chine.

L'ampleur du déploiement des énergies renouvelables en Chine est sans précédent. Entre 2021 et 2024, elle a ajouté presque autant de capacités éoliennes et solaires que le reste du monde réuni, dépassant son objectif de 1200 gigawatts [GW] pour 2030 avec six ans d'avance. Cette dynamique s'est poursuivie en 2025, avec plus de 210 GW de solaire installés au premier semestre – plus que la capacité solaire totale des Etats-Unis – auxquels s'ajoutent 51 GW d'éolien.

Changement systémique

Au-delà du changement d'échelle de ces investissements, c'est un changement systémique qui est en cours. La Chine est en train de construire un mégasystème capable de soutenir un réseau d'énergies renouvelables à grande échelle et d'assurer la fiabilité de l'approvisionnement au service de l'ensemble de l'économie.

Du côté de l'offre, cette mutation s'appuie sur des investissements dans les infrastructures électriques, notamment les lignes à ultra-haute tension qui transportent l'électricité à travers ce pays de taille continentale, soutenus par un déploiement massif de batteries pour équilibrer le réseau.

La demande évolue également : l'électricité représentait environ un tiers de la consommation finale d'énergie en 2023,

L'élan vert de Pékin stimule l'action climatique des autres pays, affirme le spécialiste de l'énergie au sein du groupe de réflexion international Ember

surpassant les résultats de nombreuses économies matures. Elle est désormais la principale source d'énergie dans les bâtiments et, depuis 2023, elle a dépassé le charbon comme première source d'énergie dans l'industrie. Les carburants pétroliers dominent encore les transports, mais l'expansion rapide du parc de véhicules électriques en Chine modifie progressivement cet équilibre.

A mesure que ces changements s'installent, l'ère du « plus de renouvelables, plus de charbon » touche à sa fin. En 2024, l'électricité propre – éolien et solaire en tête – a couvert 84,2 % de la nouvelle demande électrique, contre moins de la moitié dans les années 2010. Au premier semestre, l'électricité propre a couvert toute la nouvelle demande, réduisant la production fossile de 2,4 %. Les efforts d'électrification plus poussés ont déjà entraîné une légère baisse de la consommation de combustibles fossiles

dans l'industrie, les transports et les bâtiments, par rapport au pic atteint au milieu des années 2010.

Alors que le plus grand consommateur d'énergie au monde approche du point où il va cesser d'accroître la demande d'énergie fossile, la pression à la hausse sur les émissions mondiales commence à s'atténuer. Les émissions de CO₂ de la Chine, globalement stables depuis début 2024, pourraient légèrement fléchir en 2025. Le pic devrait être suivi d'un plateau court avant d'engager une baisse structurelle – une trajectoire en phase avec l'engagement pris en 2025 par Pékin de réduire de 7 % à 10 % ses émissions maximales d'ici à 2035.

Innovation poussée

La contribution de la Chine à l'action climatique mondiale ne s'arrête pas à ses frontières. Elle modifie les conditions dans lesquelles chaque pays doit désormais choisir son propre avenir énergétique. En s'appuyant sur son immense marché intérieur, la Chine a construit l'ossature industrielle de la transition énergétique mondiale : les plus grandes chaînes d'approvisionnement en technologies propres au monde, capables de produire à des coûts bien inférieurs à ceux d'il y a dix ans.

Ces technologies-clés ne sont pas seulement moins chères, elles sont aussi meilleures. La Chine a fortement poussé l'innovation, faisant passer sa part des demandes mondiales de brevets en énergie propre de 5 %, en 2000, à plus de 80 %, en 2022. Les résultats sont visibles : véhicules électriques capables d'ajouter 400 kilomètres d'autonomie en dix mi-

nutes de rechargement ; batteries allégées pour les camions et les avions ; éoliennes offshore aussi hautes que la tour Eiffel ; panneaux solaires atteignant 24 % d'efficacité (24 % de l'énergie solaire qui atteint le panneau est convertie en électricité utilisable) – tous mis au point par des entreprises chinoises.

Pour de nombreux pays, en particulier du Sud global, ces avancées transforment le champ des possibles. Des solutions solaires, de stockage et de mobilité électrique abordables offrent un chemin vers un meilleur accès à l'énergie et une moindre dépendance aux importations fossiles. Réaliser ces gains nécessite de naviguer entre des arbitrages délicats, où les objectifs de transition doivent coexister avec des priorités urgentes telles que la réduction de la pauvreté, l'industrialisation et la sécurité nationale.

Au cœur de ces choix se trouve une réalité incontournable : une croissance fondée sur les combustibles fossiles devient de moins en moins soutenable. La volatilité des prix des énergies fossiles expose les pays à des chocs inflationnistes et à des tensions budgétaires, tandis que les impacts climatiques – vagues de chaleur, inondations, sécheresses – alourdissent les coûts d'adaptation et de reconstruction, grevant les finances publiques.

Le choix ultime pour les décideurs mondiaux est de savoir s'ils souhaitent rester sur cette voie jusqu'à ce que les coûts deviennent intenable, ou pivoter dès maintenant, en tirant parti de la baisse des coûts des technologies propres pour bâtir un avenir plus résilient. La Chine semble avoir déjà fait son choix, réaffirmant son engagement en faveur d'un avenir énergétique propre à la COP30. Pour ceux qui hésitent encore, le moment de décider approche rapidement. ■

Le contexte

Lors de la COP30, qui s'est tenue à Belem (Brésil), en novembre, sans les Etats-Unis, devenus climatosceptiques, la Chine s'est présentée en championne de l'économie verte. Pékin, autrefois réticent, s'engage désormais à réduire ses émissions de 7 % à 10 % d'ici à 2035, et bouleverse le marché mondial grâce à ses panneaux solaires et à ses véhicules électriques. Ce virage répond avant tout à des objectifs économiques, géostratégiques et diplomatiques. Malgré ses investissements massifs dans les énergies « propres », la Chine reste le premier émetteur mondial de CO₂. Elle ouvre encore de nombreuses centrales à charbon et sa consommation énergétique continue de croître, relativisant le statut de modèle écologique qu'elle essaye de se donner.



AU CŒUR DES CHOIX CHINOIS SE TROUVE UNE RÉALITÉ : UNE CROISSANCE FONDÉE SUR LES COMBUSTIBLES FOSSILES EST DE MOINS EN MOINS SOUTENABLE

Pour Pékin, l'écologie est une arme de domination

Même si l'Occident condamne le modèle social et environnemental de la Chine, il a choisi de dépendre de ses énergies vertes, dénonce la chercheuse **Isabelle Feng**

Pourquoi se scandaliser de l'arrivée de Shein au BHV, à Paris, mais accueillir à bras ouverts les panneaux solaires et les éoliennes chinoises ? Pourquoi se sentir piégé par les restrictions imposées par Pékin à l'exportation de terres rares, alors qu'on se félicite depuis trente ans, en Europe comme aux Etats-Unis, d'avoir délocalisé cette industrie ultrapolluante dans l'empire communiste ? Au fil des ans, l'exportation chinoise a changé de couleur, passant des produits à forte intensité de main-d'œuvre (textiles, jouets, meubles) à ceux à forte valeur technologique (panneaux solaires, batteries, voitures électriques). Si les premiers renvoyaient aux images grisâtres des ateliers de misère, les seconds sont plutôt liés aux paysages verts synonymes des énergies « propres ».

Mais, au fond, le modèle chinois n'a pas changé : conditions précaires des ouvriers, maigres droits sociaux, opacité

des informations. Le salaire mensuel des ouvriers de l'usine du constructeur automobile BYD à Zhengzhou, qui correspond à 40 heures de travail hebdomadaire, s'élève à 2100 yuans (250 euros), soit 1,50 euro de l'heure, avec cinq jours de congé par an. La direction de l'usine préfère communiquer sur la « rémunération mensuelle globale », laquelle peut atteindre 7500 yuans (environ 900 euros), mais à condition de travailler de 8 heures du matin à 8 heures du soir, six jours sur sept.

Cynisme occidental

La justice brésilienne a lancé, en mai, des poursuites contre BYD pour « esclavage moderne » sur le chantier de son usine dans l'Etat de Bahia. CATL, leader mondial des batteries, est accusé par le Congrès américain, depuis juin 2024, de travail forcé. En envoyant ses usines dans les pays où la main-d'œuvre est moins

chère et où les normes environnementales sont plus douces, comme si les populations y avaient des poumons plus robustes et des échine plus souples, l'Occident fait preuve du même cynisme. La délocalisation d'une usine polluante ravit surtout les riverains du pays d'origine, quand ceux des pays qui l'accueillent n'ont souvent aucun mot à dire.

Depuis 2015, la Chine interdit à tout citoyen de lancer un litige écologique. Quant aux écologistes de l'Ouest, ils se félicitent de l'amélioration du bilan carbone due aux fermetures d'usines chez eux, comme si le carbone émis sous le ciel chinois ne participait pas au réchauffement planétaire. Mué en usine du monde, le régime maoïste n'a, en revanche, jamais perdu sa boussole : devenir toujours plus puissant pour dominer un jour l'Occident. L'économie n'est qu'une arme à manier parmi d'autres



POUR LE RÉGIME MAOÏSTE, LES COP SONT UN MOYEN DE FAIRE DES AFFAIRES ET D'ÉTENDRE SON INFLUENCE

pour y parvenir, tout comme l'écologie. Dès les années 1990, Pékin a encouragé l'exploitation sauvage des terres rares, sans respect pour l'environnement ni pour la santé de son peuple, et incité les firmes étrangères du secteur à y installer leurs usines, comme Rhône-Poulenc, ancien numéro un mondial des terres rares.

Piège tendu à l'Europe

Pendant que Bruxelles scrutait les bilans carbone des entreprises sur son sol, Pékin cultive l'addiction du Vieux Continent pour ses équipements « propres », fabriqués dans des conditions qui ne correspondent ni aux valeurs ni aux standards sociaux et environnementaux européens. Au lieu de faire monter le prix des métaux stratégiques dont il a le monopole, Pékin le maintient sciemment bas, afin de dissuader toute velléité occidentale de rouvrir mines et usines chez eux. Sa stratégie a fini par payer : en octobre, l'embargo sur les terres rares a fait plier Donald Trump.

Il est loin, le temps où Pékin dénonçait le réchauffement climatique comme un complot monté par l'Ouest pour bloquer ses exportations. L'engouement du marché mondial pour les énergies renouvelables lui a offert une opportunité inespérée d'écouler ses fabrications prétendument propres, mais aussi un habit vert de respectabilité dans le jeu diplomatique.

Face à une Amérique en désordre, Pékin s'érige en ultime défenseur de l'accord de Paris, courtisé dans les grands forums sur le climat, dont il a été un acteur majeur.

faibles et étendre son influence. Lors de la COP30 à Belem, Pékin est resté vague sur son agenda carbone, avare en promesse de financements, mais n'a pas boudé son plaisir en tendant un piège à l'Europe : si vous défendez le climat, il vous faut éliminer les barrières tarifaires sur les produits verts chinois !

Dans l'ambiance d'une nouvelle guerre froide, « climat » est devenu le mot magique permettant de justifier n'importe quelle rencontre stérile entre Pékin et les capitales occidentales, lesquelles contribuent, malgré elles, à la glorification d'un régime totalitaire, comme l'a montré le 25^e sommet entre la Chine et l'Union européenne, en juillet. Dans son communiqué en chinois, Pékin a gommé presque tous les sujets portés par Bruxelles (l'Ukraine, le déficit bilatéral, les droits humains au Xinjiang et au Tibet, le statu quo dans le détroit de Taiwan) et gardé seulement le changement climatique. Si elle veut une vraie transition, l'Europe devra se résoudre à fabriquer sur son sol les éoliennes et les panneaux photovoltaïques, et à accepter toutes les conséquences qui en découlent, dont l'augmentation des coûts et... des pollutions. ■

Isabelle Feng est vice-présidente du cercle de réflexion Asia Centre et chercheuse associée